

Perspectives régionales de l'OCDE 2023

Une géographie persistante des inégalités

L'Essentiel



L'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les pays œuvrent ensemble à relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. L'OCDE est aussi aux avant-postes de l'action menée pour analyser les évolutions et les préoccupations actuelles, que ce soit en lien avec la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information ou le vieillissement démographique, et pour aider les pouvoirs publics à y répondre. L'Organisation offre aux acteurs publics un cadre qui leur permet de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et d'œuvrer en faveur de la coordination des politiques nationales et internationales.

Le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE)

Le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE) aide les administrations locales, régionales et nationales à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), à promouvoir l'inclusion et la durabilité au sein des villes et des régions, à stimuler la création d'emplois au niveau local et à mettre en œuvre des politiques du tourisme bien pensées.

L'Essentiel

Le présent fascicule reprend les principaux éléments des Perspectives régionales 2023 — Une géographie persistante des inégalités, publication qui apporte de nouveaux éclairages sur les inégalités régionales ainsi que sur les défis et les possibilités du développement régional. Ce rapport a été produit dans le cadre du programme de travail du Comité des politiques de développement régional de l'OCDE.

**Une version intégrale de la publication existe
(en anglais)
OECD Regional Outlook 2023**



Table des matières

Les fortunes des pays convergent, celles des régions divergent	3
Dans la plupart des pays, les régions métropolitaines poursuivent leur croissance	5
La géographie des inégalités est pluridimensionnelle	6
Les inégalités d'accès aux services entravent la productivité	7
La géographie persistante des inégalités devient trop coûteuse à ignorer	8
Renforcer la résilience de toutes les régions face aux chocs	9
Les cinq actions prioritaires à mener pour lutter contre les inégalités régionales à l'heure actuelle et à l'avenir	10

Ce document, ainsi que les données statistiques et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international. Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Le double choc provoqué par la pandémie de COVID-19 et par la crise du coût de la vie liée à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine n'a pas eu les mêmes effets selon les régions, et il est intervenu dans un contexte marqué par deux décennies de disparités régionales persistantes. Les forts écarts régionaux constatés sur le plan des niveaux de revenu se retrouvent dans d'autres domaines, y compris celui de l'accès aux infrastructures et aux services, ce qui limite les possibilités offertes aux habitants de nombreuses régions et entrave l'aptitude de ces régions à rattraper leur retard. Force est d'ailleurs de constater que, dans de nombreux pays, les inégalités régionales se sont encore creusées.

À l'heure où les grandes régions métropolitaines, en particulier, creusent l'écart avec les autres territoires, il existe des risques qu'en l'absence d'action contraire, les villes de plus petite taille et les zones rurales soient entraînées dans des cercles vicieux de stagnation et de déclin. Or, de tels cercles vicieux, qui pourraient être renforcés par des mégatendances telles que la transformation numérique, la transition écologique et les évolutions démographiques, technologiques et géopolitiques actuelles, pourraient être à l'origine de coûts économiques et sociaux insupportables. Dans ce contexte, il est urgent de renforcer les politiques territorialisées et de les adapter afin de lutter contre ces disparités et de permettre à tous les types de régions d'exprimer pleinement leur potentiel. Et il est possible d'y parvenir.

Les fortunes des pays convergent, celles des régions divergent

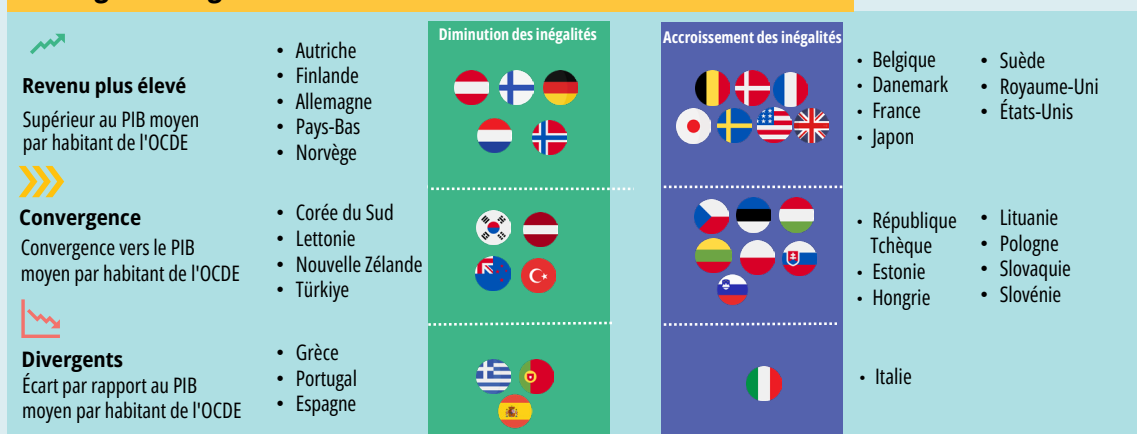
Plusieurs décennies de convergence entre les pays n'ont pas permis de réduire les divergences régionales au sein des pays. Au cours des deux dernières décennies, de nombreux pays à faible revenu ont effectué un rattrapage par rapport à la moyenne OCDE : sur cette période, les trois quarts des pays de l'OCDE dont le PIB par habitant était inférieur à la moyenne OCDE en 2000 se sont rapprochés de cette moyenne. Si de nombreuses régions

de ces pays ont bénéficié de ce processus, il n'en demeure pas moins que, pour beaucoup d'économies de la zone OCDE, les écarts de revenu entre les régions les plus et les moins prospères restent solidement ancrés. Au sein des pays, les inégalités entre les grandes régions (régions TL2 telles que les États fédérés, les provinces et les Länder) n'ont presque pas évolué sur les deux dernières décennies.

De façon plus préoccupante, on constate dans de nombreux pays, sur la même période, un creusement des inégalités de revenu entre les petites régions (TL3), dont les contours correspondent de plus près aux bassins de vie et d'emploi de la population. Dans plus de la moitié des 27 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les inégalités de revenu entre les petites régions se sont aggravées entre 2000 et 2020. Globalement, les inégalités de revenu entre les régions de la zone OCDE ont évolué selon des trajectoires diverses au cours des 20 dernières années ; on peut distinguer, à cet égard, quatre grands cas de figure :

- **Haut revenu/inégalités croissantes** : dans certains pays dont le PIB par habitant est supérieur à la moyenne OCDE, tels que la Belgique, le Danemark, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Suède, les inégalités régionales se sont creusées.
- **Revenu croissant/inégalités croissantes** : parmi les pays qui sont en train de rattraper leur retard sur la moyenne OCDE en termes de PIB par habitant, nombreux sont ceux où les inégalités régionales se creusent, y compris parmi les pays d'Europe orientale ayant connu une forte croissance.
- **Haut revenu/inégalités décroissantes** : d'autres pays tels que l'Allemagne, la Finlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas ont montré qu'il était possible de combiner un niveau élevé de PIB par habitant et la réduction des inégalités territoriales.
- **Croissance faible/inégalités décroissantes** : des pays d'Europe méridionale tels que l'Espagne, la Grèce et le Portugal ont enregistré un fort recul des inégalités régionales, mais dans un contexte de croissance économique en berne.

Les inégalités régionales de l'OCDE ont varié ces 20 dernières années

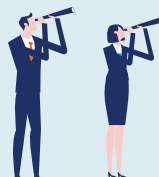


Source : Base de données régionales de l'OCDE. <https://www.oecd.org/publications/oecd-regional-outlook-2dafr8cf-en.htm>

Dans la plupart des pays, les régions métropolitaines poursuivent leur croissance



Qu'elles soient de grande taille ou de taille moyenne, la plupart des régions métropolitaines continuent de bénéficier d'économies d'agglomération, c'est-à-dire de gains de productivité liés à des considérations de taille et de proximité, qu'il s'agisse de la présence d'infrastructures partagées, d'une meilleure correspondance entre la main-d'œuvre disponible et les emplois proposés ou d'un effet de diffusion des connaissances.



abritant de grandes régions métropolitaines, les différences de PIB par habitant entre ces régions et les autres expliquent la plus grande part des inégalités régionales.

Malgré un niveau d'urbanisation déjà élevé dans de nombreux pays de l'OCDE, la part de la population habitant dans des régions métropolitaines a continué de progresser dans tous les pays, sauf la Grèce, au cours des vingt dernières années.

La croissance démographique des régions métropolitaines s'explique, pour partie, par les avantages dont elles bénéficient sur le plan de la productivité, mais aussi par les aménités qu'elles offrent, y compris un meilleur accès aux services publics et privés et à la vie culturelle, sociale et événementielle.

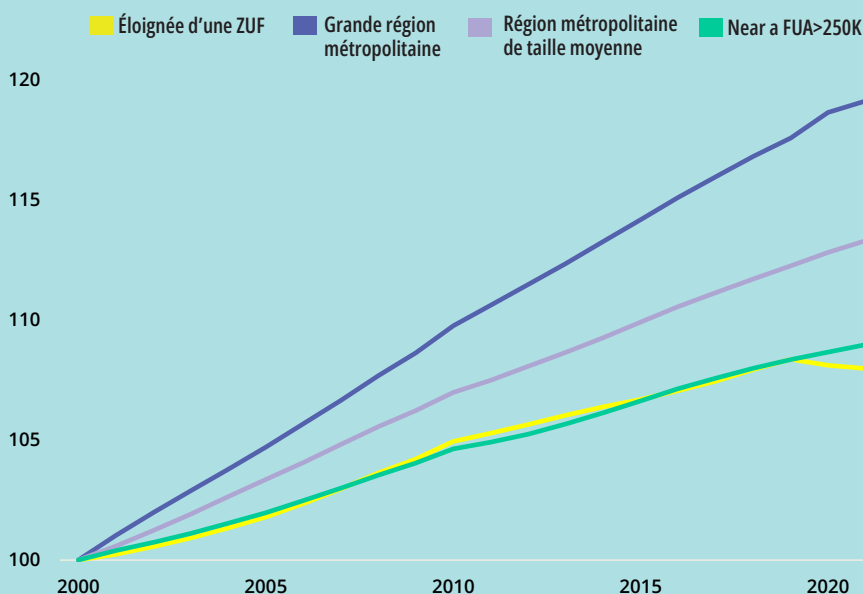
L'investissement dans de telles aménités est donc une condition indispensable à leur succès. Il convient de noter qu'en moyenne, la croissance démographique se concentre dans les plus grandes régions métropolitaines : leur poids dans la population totale a augmenté de 19 % entre 2000 et 2021, soit une croissance supérieure de 6 points de pourcentage à celle des régions métropolitaines de taille moyenne, et deux fois supérieure à celle des autres régions.

Les régions métropolitaines sont de petites régions (TL3) où plus de la moitié de la population vit dans une zone urbaine fonctionnelle (ZUF). Une région métropolitaine est considérée comme « grande » si plus de la moitié de sa population vit dans une (grande) ZUF d'au moins 1.5 million d'habitants; elle est considérée comme « de taille moyenne » si plus de la moitié de sa population vit dans une ZUF (de taille moyenne) abritant entre 250 000 et 1.5 million d'habitants. Les autres régions sont considérées comme des régions non métropolitaines.

Ces facteurs créent de nouvelles possibilités et favorisent la croissance. En moyenne, les régions métropolitaines de la zone OCDE affichent un PIB par habitant supérieur d'environ 32 % à celui des autres régions, et, dans la plupart des pays

Les grandes régions métropolitaines ont enregistré la plus forte croissance

Indice de croissance démographique dans les régions TL3, en fonction du type de région (2000-2021)



Source : Base de données régionales de l'OCDE. <https://www.oecd.org/publications/oecd-regional-outlook-2dafc8cf-en.htm>

Note : Pour les 35 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. On distingue deux types de régions métropolitaines : une région métropolitaine est considérée comme « grande » si plus de la moitié de sa population vit dans une (grande) ZUF d'au moins 1.5 million d'habitants; elle est considérée comme « de taille moyenne » si plus de la moitié de sa population vit dans une ZUF (de taille moyenne) abritant entre 250 000 et 1.5 million d'habitants.



De nombreux pays risquent de voir leur population diminuer



Source : Base de données régionales de l'OCDE. <https://www.oecd.org/publications/oecd-regional-outlook-2da9c8cf-en.htm>

Les plus grandes régions métropolitaines ont bénéficié d'une croissance plus forte que les autres territoires, mais elles font face, elles aussi, à des défis majeurs.

Parmi ces défis, qui sont la rançon de leur succès, figurent l'accessibilité financière du logement, la congestion et les inégalités intrarégionales. Dans la moitié des 26 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, la région qui abrite la capitale concentre les plus fortes inégalités du pays sur le plan du revenu disponible. Ce constat montre qu'il faut non seulement resserrer l'écart entre les régions les plus et les moins prospères, mais aussi mener des politiques territoriales ciblées au sein des grandes zones métropolitaines pour prévenir les déséconomies d'agglomération, qui peuvent entraver leurs performances.

Depuis la période qui a précédé la Grande crise financière de 2008, la croissance des régions rurales proches des zones métropolitaines est à la traîne par rapport aux régions métropolitaines. Même dans les régions éloignées des zones métropolitaines, qui ont connu une croissance plus rapide que ces dernières dans les années qui ont immédiatement suivi la Grande crise financière, les disparités ont redoublé depuis 2013, pour partie en raison d'un phénomène de migration interne, des habitants ayant déménagé vers les villes. Or, il est crucial que ces régions en perte d'habitants connaissent une croissance économique plus forte pour retrouver de l'attractivité et, ainsi, être mieux armées face à des difficultés supplémentaires liées au vieillissement démographique. On s'attend à ce que 14 pays de l'OCDE subissent une baisse de leur population d'ici 2040, et 18 d'ici 2100 ; les pays d'Europe orientale et méridionale ainsi que la Corée et le Japon devraient être les plus touchés par ce déclin démographique. Les pays connaissent déjà une baisse de leur population sur de nombreuses zones de leur territoire, et notamment dans les régions rurales éloignées : entre 2000 et 2021, dans la zone OCDE, près de 40 % des régions éloignées ont perdu des habitants. Les régions éloignées constituent aussi le plus fort contingent de régions présentant un taux

moyen de dépendance économique des personnes âgées supérieur à 50 %.

Le problème du déclin démographique touche de plus en plus de villes de petite et moyenne taille et de régions éloignées. Entre 2001 et 2021, 22 % des zones urbaines fonctionnelles de la zone OCDE ont perdu des habitants ; dans 11 pays de l'OCDE, plus de 40 % de ces zones sont en déclin démographique. Dans tous les cas, le déclin démographique s'accompagne de complications, puisqu'il pèse sur les recettes publiques locales tout en faisant augmenter les dépenses par habitant liées aux services publics et aux infrastructures, avec des conséquences importantes pour les finances publiques. Ce déclin oblige aussi à assurer la prise en charge souvent coûteuse d'espaces abandonnés et dégradés.

Pourtant, au sein des pays, on dénombre aussi de nombreux exemples de régions non métropolitaines qui s'adaptent aux défis liés au déclin démographique, et qui les surmontent. En Allemagne et en Finlande, de nombreuses régions éloignées et en déclin démographique se sont classées parmi les régions enregistrant la plus forte progression de leur PIB par habitant entre 2001 et 2019, notamment grâce à des investissements dans une production à plus forte intensité capitaliste qui contribuent à leur permettre de surmonter le manque de main-d'œuvre. En Estonie, aux États-Unis et en Lettonie, ce sont les régions non métropolitaines proches des villes petites et moyennes qui ont affiché la croissance la plus forte ; en Autriche, en Corée, en Hongrie, au Portugal et en République slovaque, ce sont les régions non métropolitaines proches d'une région métropolitaine qui ont enregistré la croissance la plus dynamique. Dans de nombreux cas, la réussite de ces zones tient aussi à leur aptitude à tirer parti des articulations entre zones rurales et zones urbaines en « empruntant » aux villes voisines leurs effets d'agglomération.

La géographie des inégalités est pluridimensionnelle



Les profondes inégalités qui existent de façon structurelle entre les territoires débordent de la sphère économique, et elles ont des répercussions sur la qualité de vie dans son ensemble. Les villes tirent mieux leur épingle du jeu dans de nombreux domaines, y compris celui de l'accès aux talents et aux compétences, mais aussi de l'accès aux infrastructures et à des services tels que la santé et l'éducation.

Les écarts que l'on constate sont tous interdépendants. Quand les services publics et les infrastructures sont de piètre qualité, il est plus difficile pour les régions à la traîne d'attirer et de conserver les habitants, les compétences et les investissements dont elles ont besoin pour rompre le cercle vicieux de la stagnation et du déclin.

Santé



Dans les pays de l'OCDE, les temps de trajet vers les établissements de santé sont bien sûr beaucoup plus longs — cinq fois plus — dans les zones rurales éloignées qu'en ville. Ces temps de trajet contribuent au fait que près d'un tiers des habitants des zones ru- rales des pays de l'OCDE déclarent que des problèmes de santé les empêchent de faire des choses que les gens de leur âge font normalement, alors que ce n'est le cas que d'un quart des urbains. De plus, l'écart constaté entre les régions éloignées et les villes sur le plan des lits d'hôpital disponibles par habitant, qui s'établissait à 50 % en 2020, se creuse depuis la Grande crise financière de 2008. Dans les régions éloignées, le nombre de lits d'hôpital par habitant a baissé, en moyenne, de 0.7 % par an, alors qu'il augmen- tait dans les régions métropolitaines. Il est toutefois possible de réduire les écarts terri- toriaux sur le plan de l'accès aux services, par exemple en offrant différents types de services connexes au sein d'un même lieu et en développant les services en ligne tels que la télémédecine.

Compétences et éducation

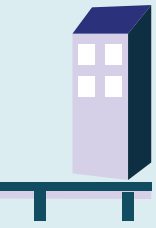


Dans de nombreuses zones rurales, il est difficile pour les habitants d'accéder à une offre de qualité en matière d'éducation et de formation. À deux exceptions près, dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les élèves des établissements d'enseignement urbains obtiennent des scores plus élevés en lecture que leurs pairs des établissements d'enseignement situés en zone non urbaine. Investir dans des infrastructures de qualité dans le domaine du transport, et notamment du transport public, constitue un levier d'action important pour améliorer l'accès à l'éducation en milieu rural. Toutefois, il faut aussi y améliorer la qualité de l'offre éducative, afin de jeter les bases d'une croissance future et pour que les zones rurales gagnent en attractivité auprès des habitants et investisseurs potentiels.

Connectivité numérique



Les données émanant de régulateurs de 26 pays de l'OCDE montrent qu'une fracture persiste entre les zones urbaines et rurales sur le plan de la vitesse de connexion : en moyenne, un tiers des foyers installés en zone rurale n'ont pas accès au haut débit, et seuls 7 pays de l'OCDE sur 26 assurent une connexion haut débit à au moins 80 % des foyers ruraux. Au Mexique et au Canada, les habitants des zones rurales bénéficient de vitesses de connexion inférieures de 40 points de pourcentage à la moyenne nationale. Du fait de ces inégalités d'accès au numérique, ces zones vont peiner à tirer parti des nouvelles possibilités de télétravail et de télémédecine qui pourraient les aider à compenser leur manque d'accès physique aux emplois et aux services ; de plus, ces inégalités constituent des freins à l'entrepreneuriat et à l'investissement.



Les inégalités d'accès aux services entravent la productivité et enclenchent un cercle vicieux de stagnation et de déclin



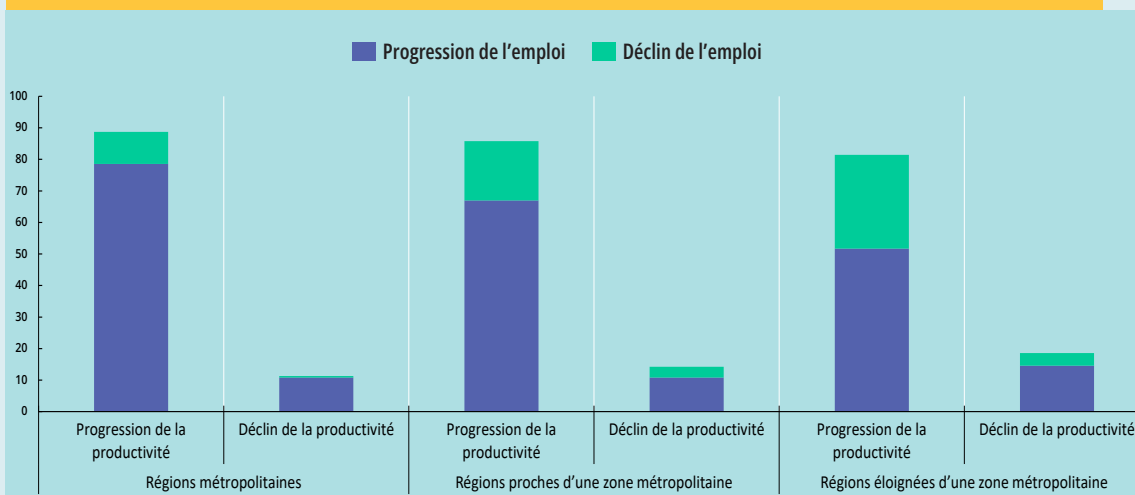
Les inégalités d'accès aux services, aux infrastructures et aux aménités pèsent sur la productivité dans de nombreuses régions, nourrissant ainsi une géographie persistante des inégalités. Si la spécialisation dans des secteurs différents explique pour partie les écarts de productivité entre les régions, les trois quarts de ces écarts sont dus à d'autres facteurs, et notamment à la situation locale sur le plan des infrastructures, des compétences et de l'investissement. Cela signifie que des politiques territorialisées peuvent jouer un rôle important au service de la productivité, même sans mettre en place de nouveaux types d'activités et de nouvelles spécialités sectorielles.

Toutefois, les gains de productivité ne se traduisent pas nécessairement par une amélioration de la situation de l'emploi dans tous les types de régions. Ces dernières années, des gains de productivité ont été constatés dans des régions métropolitaines comme dans des régions non métropolitaines, dans des proportions similaires. Toutefois, dans les zones urbaines, ces gains de productivité se sont généralement accompagnés d'une progression de l'emploi. Les régions non métropolitaines ont, pour leur part, été moins nombreuses à voir les gains de productivité coïncider avec

des créations d'emplois, et ce sous l'effet d'un mouvement d'automatisation, couplé à la pression concurrentielle exercée par des économies à plus faible revenu. Dans le même temps, ces régions ont peiné à attirer et à fidéliser les travailleurs hautement qualifiés qui sont nécessaires pour développer de nouvelles activités et exploiter de nouvelles pistes de croissance.

Agir sur plusieurs fronts peut permettre de réaliser des gains de productivité. Des politiques territorialisées axées sur les écarts au niveau des compétences, du numérique, des infrastructures et des communications ; sur l'accès aux financements, à la connaissance et aux réseaux d'innovation ; et sur la qualité des services publics et de l'administration locale (OECD, 2021) peuvent améliorer l'attractivité de toutes les régions, encourager les entrées d'investissement direct étranger (IDE) et aider les entreprises à investir, à exporter, à innover ou adopter des innovations et à monter en puissance. De plus, la transition vers la neutralité GES peut être une nouvelle source de gains de productivité pour les régions (OECD, 2023), et le télétravail ouvre des perspectives pour convaincre des travailleurs hautement qualifiés de quitter les zones métropolitaines au profit de villes moyennes.

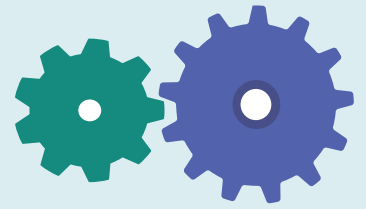
Dans les zones non métropolitaines, les gains de productivité ont été moins porteurs sur le plan de l'emploi



Source : Base de données régionales de l'OCDE. <https://www.oecd.org/publications/oecd-regional-outlook-2da8cf-en.htm>

Note : La productivité du travail est égale à la valeur ajoutée brute par employé, en USD, à prix et PPA constants de 2015. Les pays pris en compte sont les suivants : AUT, BEL, CZE, DEU, DNK, ESP, EST, FIN, FRA, GBR, GRC, HUN, ITA, LTU, LVA, NLD, NZL, POL, PRT, SVK, SVN, SWE et USA. Pour la GBR, les taux de croissance sont ceux de la période 2004-2019.

Cette géographie persistante des inégalités devient trop coûteuse à ignorer



Collectivement, les régions à la traîne et les régions prises dans un cercle vicieux de stagnation durable ou de déclin apportent des contributions importantes à l'économie nationale. De plus, ces zones sont nombreuses à continuer d'assurer des fonctions économiques précieuses, sur lesquelles comptent d'autres territoires, et même d'autres pays, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Négliger ces régions représente un risque, mais aussi une occasion manquée d'exploiter au mieux leur potentiel économique. Pour améliorer la productivité et la compétitivité de ces zones et pour en faire des moteurs du développement régional mais aussi national, des solutions existent. Elles consistent, entre autres, à mieux les relier à des villes performantes, grâce à des partenariats entre zones rurales et zones urbaines, et à libérer leur potentiel d'innovation.

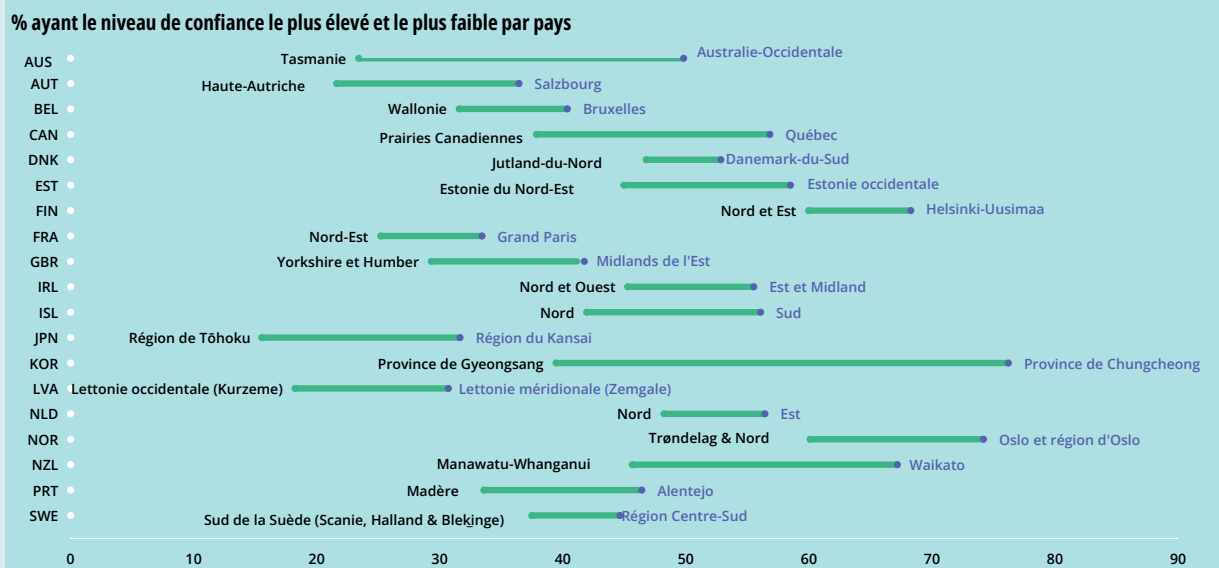
Les coûts multiples de l'inaction face aux régions en difficulté apparaissent de plus en plus clairement. Les régions en difficulté font moins bien que les autres sur le plan de l'emploi, des revenus, de la mobilité sociale et de la satisfaction à l'égard de l'existence. De plus, leur population dépend davantage des aides sociales, et elle est en moins

bonne santé. En parallèle, les inégalités persistantes limitent la capacité des administrations infranationales à assurer un accès suffisant aux services publics et infrastructures essentiels. C'est vrai aussi bien dans les régions économiquement dynamiques, qui peuvent peiner à répondre aux besoins des flux d'habitants qu'elles attirent, que dans les régions à la traîne et/ou en déclin, où les services publics peuvent être débordés, de piètre qualité ou difficiles d'accès.

Cette géographie persistante des inégalités nourrit des tensions sociales et entraîne de fortes disparités régionales sur le plan de la confiance dans les pouvoirs publics. Ainsi, dans les régions qui connaissent de longue date une situation économique difficile, le niveau de confiance à l'égard des pouvoirs publics est souvent plus bas. C'est également vrai dans les territoires qui sont encore relativement prospères, mais dont la situation économique s'est dégradée au fil du temps. Ces disparités sur le plan de la confiance peuvent détourner la population de la vie publique, peser sur la cohésion sociale et, à terme, fragiliser la démocratie.



Les niveaux de confiance dans l'administration nationale varient fortement selon les régions



Source : OCDE (2022), Instaurer la confiance pour renforcer la démocratie : principales conclusions de l'enquête de 2021 de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques. <https://doi.org/10.1787/f6a31728-fr>

Note : Le graphique présente la proportion de réponses synonymes de « confiance » dans l'administration nationale résultant de l'agrégation des scores compris entre 6 et 10 fournis en réponse à la question « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à une défiance totale et 10 à une confiance totale, quel degré de confiance accordez-vous à chacune de ces institutions ? : L'administration nationale ». La mention « OCDE » désigne la moyenne non pondérée des réponses des différents pays. L'échelle de la Finlande va de 1 à 10, et les catégories « Confiance élevée »/« Neutre »/« Confiance basse » correspondent respectivement aux valeurs 1 à 4 ; 5 et 6 ; et 7 à 10. Les données de la Nouvelle-Zélande correspondent au degré de confiance à l'égard de la fonction publique, car les répondants n'ont pas été interrogés sur leur niveau de confiance à l'égard de l'administration nationale (à noter que la confiance à l'égard de la fonction publique tend, en moyenne, à être plus élevée qu'à l'égard de l'administration nationale). On ne dispose pas de données pour la Colombie, le Luxembourg et le Mexique.

Renforcer la résilience de toutes les régions face aux chocs et leurs capacités d'adaptation face aux mégatendances



Les chocs économiques récents ont assombri les perspectives de nombreux territoires, qui risquent aussi de ne pas profiter des nouvelles possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique. Pendant la pandémie de COVID-19, les villes ont pu, davantage que les zones rurales, passer au télétravail pour protéger l'emploi et l'activité économique. De plus, l'augmentation récente des prix de l'énergie, y compris s'agissant des carburants, a été particulièrement douloureuse dans les régions rurales, où les revenus et l'épargne des ménages sont moins élevés et où la consommation de carburant est plus importante. L'expérience de la Grande crise financière laisse présager que l'impact de ces chocs sera durable. À la veille de la pandémie de COVID-19, dans la moitié des régions de la zone OCDE, l'emploi n'avait toujours pas retrouvé son niveau d'avant la Grande crise financière.

En parallèle, les régions les moins favorisées peinent à tirer parti des nouvelles possibilités, y compris sur le plan de l'emploi, offertes par la transition verte et la transformation numérique. À Stockholm, Luxembourg,

Paris, Londres et Oslo, environ un tiers des emplois sont « verts », mais cette proportion est beaucoup plus faible dans les régions éloignées et moins favorisées, qui, en outre, concentrent souvent davantage d'emplois polluants mis en péril par la transition vers la neutralité GES. De même, les zones défavorisées se laissent distancer sur le terrain de la transformation numérique, faute d'infrastructures et de compétences suffisantes dans le domaine du numérique. En Europe, en moyenne, 66 % des habitants des zones urbaines étaient au moins dotés de compétences numériques de base, contre seulement 30 % des habitants des zones rurales.

Il faut que les responsables publics œuvrent à renforcer la résilience des régions pour mieux les préparer à ces transitions et aux chocs que réserve l'avenir. Les Perspectives régionales 2023 présentent les résultats d'un exercice de prospective stratégique à l'horizon 2045 qui montre la marche à suivre pour mettre en place des cadres d'action mieux pensés et plus agiles afin de renforcer la résilience des territoires face à l'avenir.

Trois axes d'action prioritaires pour mieux préparer l'avenir au niveau des politiques de développement régional et pour renforcer la résilience au cours des 20 prochaines années :

Les systèmes budgétaires et l'investissement

Les administrations nationales vont devoir assurer la réactivité des cadres budgétaires infranationaux et des mécanismes d'attribution de subventions face à l'évolution des besoins locaux — sous l'effet, entre autres, de l'augmentation des coûts d'entretien des infrastructures et de prestation des services publics et de la nécessaire prise en charge, dans les territoires en déclin, des espaces à l'abandon. Les administrations nationales devront, dans le même temps, permettre à tous les territoires de s'appuyer sur l'investissement privé pour financer des infrastructures (au moyen, par exemple, de dispositifs de récupération des plus-values foncières ou de partenariats public-privé). En parallèle, il faudrait que, de leur côté, les administrations infranationales s'emploient à diversifier leurs sources de recettes afin de mieux préserver leurs finances face aux chocs.

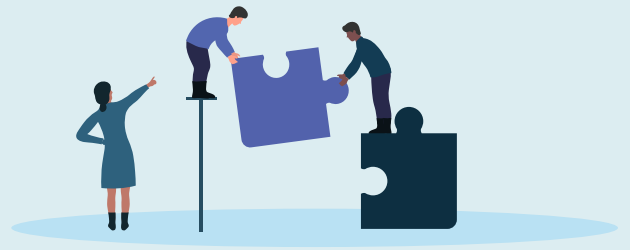
La gouvernance

Les chocs et les transitions vont entraîner, pour les territoires, des phénomènes d'expansion, de déclin et de réorganisation, et les systèmes de gouvernance doivent continuer d'évoluer en conséquence. Par exemple, dans de nombreux pays, les contours géographiques des administrations locales tardent à s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Ce phénomène entraîne un morcellement et des incohérences au niveau des actions menées à l'échelle des zones urbaines fonctionnelles, et il entrave la rationalisation et le regroupement des services publics au sein des zones rurales. Il conviendrait de mettre en place des dispositifs de réexamen régulier des mécanismes de gouvernance pour vérifier qu'ils restent adaptés à la situation de terrain.

Les capacités

Tous les territoires doivent investir dans leurs capacités à élaborer et mettre en œuvre des plans cohérents pour favoriser la croissance et accompagner la transition écologique et la transformation numérique. Toutefois, les territoires où il est le plus nécessaire de fixer un nouveau cap sont souvent ceux qui disposent des capacités les plus limitées dans des domaines aussi cruciaux que la prospective, la collecte et l'analyse d'éléments probants, la planification, la gestion de projets, les finances, le suivi et l'évaluation.

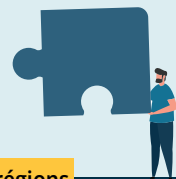
Les cinq actions prioritaires à mener pour lutter contre les inégalités régionales à l'heure actuelle et à l'avenir



Il faut renforcer les politiques territorialisées face à une géographie persistante des inégalités, et les adapter à un nouveau contexte marqué par des chocs et des transitions d'ampleur planétaire.

Quand une région est en difficulté, c'est souvent sur de nombreux plans à la fois. Pour lutter efficacement contre les inégalités régionales sans mettre en péril la prospérité des régions les plus dynamiques, il sera nécessaire d'agir sur cinq leviers complémentaires.

Cinq leviers politiques pour atténuer les inégalités régionales



Garantir l'accès équitable aux services publics et infrastructures de qualité dans toutes les régions

Les programmes publics qui visent à renforcer la compétitivité économique ont peu de chances d'être couronnés de succès si tout n'a pas été fait, en amont, pour mettre en place des services publics, des infrastructures et des aménités d'une qualité suffisante pour attirer et fidéliser une nouvelle main-d'œuvre qualifiée.

Stimuler la productivité et la compétitivité

Les régions ont besoin de connexions robustes leur donnant accès aux travailleurs, aux marchés internationaux, au monde des idées et à l'espace numérique. Il faut que l'action publique favorise ces connexions en mettant à disposition les infrastructures, les conseils et les réseaux nécessaires.

Procurer des compétences et des emplois de qualité sur les marchés régionaux du travail

Les régions doivent bien préparer leur main-d'œuvre au monde du travail — celui d'aujourd'hui comme celui de demain. Les services chargés de la formation, de l'éducation et de l'emploi doivent collaborer avec les employeurs pour anticiper les besoins et les déficits de compétences à l'échelle locale, et ils doivent encourager et accompagner l'entrepreneuriat local dans les secteurs émergents.

Améliorer la qualité des systèmes de gouvernance pluri-niveaux

Les autorités chargées du développement économique doivent exercer leur mission sur des territoires qui correspondent à des zones économiques fonctionnelles, et les pouvoirs publics doivent mettre en place des structures de concertation sur les priorités au sein de chaque niveau d'administration ainsi qu'à l'échelle des différents niveaux d'administration.

Renforcer les capacités à l'échelon national et infranational

Concevoir et mettre en œuvre des politiques territorialisées efficaces implique de pouvoir s'appuyer sur un large éventail de capacités, y compris en matière de planification, de gestion et de finances. Il convient que les administrations de tous niveaux procèdent à un réexamen régulier de leurs capacités, afin de repérer et de combler toute lacune sur certains territoires ou dans certains domaines.

La Recommandation sur la politique de développement régional

La nouvelle Recommandation de l'OCDE sur la politique de développement régional pourra guider les pouvoirs publics dans l'action qu'ils mèneront, aux différents niveaux d'administration, pour promouvoir et mettre en œuvre des politiques de développement régional efficaces et territorialisées qui amélioreront la contribution de toutes les régions aux performances nationales et qui réduiront les inégalités entre les territoires et entre les personnes.



SCANNER POUR LIRE LA RECOMMANDATION



Rester informé

Bulletin d'information

La lettre d'information du Comité des politiques de développement régional vous tient au courant des travaux de développement régional à l'OCDE.



regions@oecd.org

Blog

Le blog Cogito de l'OCDE est un espace de réflexion sur l'entrepreneuriat, les PME, le tourisme, les régions et les villes.



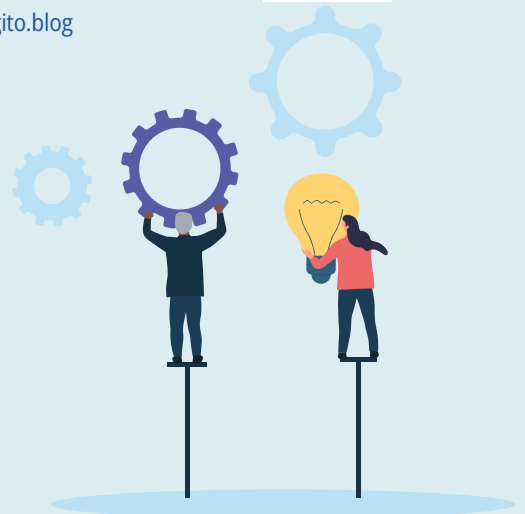
oecd.cogito.blog

Site web

Le site web de l'OCDE sur le développement régional, rural et urbain vous tient informé des dernières publications, analyses et événements.



oecd.org/regional



Pour en savoir plus

OCDE. (2023). Financing Cities of Tomorrow. Éditions OCDE, Paris.

<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/51bd124a-en>

OCDE. (2023). Job Creation and Local Economic Development 2023. Éditions OCDE, Paris.

doi:<https://doi.org/10.1787/21db61c1-en>

OCDE. (2023). Regional Industrial Transitions to Climate Neutrality. Éditions OCDE, Paris.

doi:<https://doi.org/10.1787/35247cc7-en>

OCDE. (2022). Building Trust to Reinforce Democracy: Main Findings from the 2021 OECD Survey on Drivers of Trust in Public Institutions, Building Trust in Public Institutions, OECD Publishing, Paris.

<https://doi.org/10.1787/b407f99c-en>

OCDE. (2022). Issues Note for the Rural Development Conference, OECD,

[https://one.oecd.org/document/CFE/RDPC/RUR\(2022\)11/en/pdf](https://one.oecd.org/document/CFE/RDPC/RUR(2022)11/en/pdf)

OCDE. (2021). A Comprehensive Approach to Understanding Urban Productivity Effects on Local Governments. Éditions OCDE, Paris. doi:<https://doi.org/10.1787/5ebd25d3-en>

OCDE. (2021). Implications of Remote Working Adoption on Place Based Policies - A Focus on G7 Countries. Éditions OCDE,

Paris. doi:<https://doi.org/10.1787/b12f6b85-en>

OCDE. (2020). Job Creation and Local Economic Development 2020: Rebuilding Better - Policy Highlights, Éditions OCDE,


<https://www.oecd.org/cfe/leed/LEED-Flagship-2020.pdf>



 regions@oecd.org

 www.oecd.org/regional

 oecdcoito.blog

 [@OECD_local](#) | [#RegionalOutlook](#)

 OECD Centre for Entrepreneurship, SMEs,
Regions and Cities